

Gouvernement du Québec

**Décret 541-98, 22 avril 1998**

CONCERNANT une entente entre le gouvernement du Québec, l'Administration régionale Kativik (ARK) et le gouvernement fédéral sur le nettoyage des sites de la partie québécoise de l'ancienne ligne de radar Mid-Canada

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec est propriétaire de 42 sites sur lesquels était établie l'ancienne ligne de radar Mid-Canada;

ATTENDU QUE la majorité de ces sites est située au nord du 55<sup>ième</sup> parallèle;

ATTENDU QUE ces sites sont encombrés de produits abandonnés depuis la désaffectation de cette dernière en 1965;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec, l'Administration régionale Kativik et le gouvernement fédéral souhaitent conclure une entente pour effectuer sur ces sites des travaux de nettoyage importants pour les nations autochtones et la protection de l'environnement;

ATTENDU QUE le gouvernement fédéral est prêt à défrayer les coûts de nettoyage jusqu'à un montant de 1,5 million de dollars;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 12 de la Loi sur le ministère de l'Environnement et de la Faune (L.R.Q., c. M-15.2.1), le ministre peut notamment, aux fins de l'exercice de ses fonctions, conclure, conformément à la loi, une entente avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente intergouvernementale au sens de l'article 3.7 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et signées par le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Faune et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

QUE l'entente entre le gouvernement du Québec, l'Administration régionale Kativik et le gouvernement fédé-

ral concernant des travaux de nettoyage des sites de l'ancienne ligne de radar Mid-Canada (phase II), dont le texte est joint à la recommandation du présent décret, soit approuvée à la condition que la clause 5.9 soit retirée.

*La greffière adjointe du Conseil exécutif,*  
LIETTE HARVEY

29930

Gouvernement du Québec

**Décret 542-98, 22 avril 1998**

CONCERNANT la composition et le mandat de la délégation québécoise à la réunion du Comité mixte des ministres de l'Énergie et de l'Environnement, qui se tiendra à Toronto (Ontario), le 24 avril 1998

ATTENDU QUE l'article 3.21 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) prescrit que toute délégation officielle du Québec à une conférence ministérielle fédérale-provinciale ou interprovinciale est constituée et mandatée par le gouvernement;

ATTENDU QU'une réunion mixte des ministres de l'Énergie et de l'Environnement se tiendra à Toronto (Ontario), le 24 avril 1998;

ATTENDU QUE les sujets qui seront discutés lors de cette réunion portent sur des questions importantes pour le Québec en matière d'énergie et d'environnement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre de l'Environnement et de la Faune, du ministre d'État des Ressources naturelles et ministre des Ressources naturelles ainsi que du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes;

QUE le ministre de l'Environnement et de la Faune, monsieur Paul Bégin, dirige la délégation québécoise;

QUE la délégation québécoise soit en outre composée de:

M. Jacques Lebuïs, sous-ministre associé, secteur Énergie, au ministère des Ressources naturelles;

M<sup>me</sup> Diane Gaudet, sous-ministre au ministère de l'Environnement et de la Faune;

M<sup>me</sup> Suzanne Giguère, sous-ministre adjointe au Développement durable du ministère de l'Environnement et de la Faune;